

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 14 juillet au 10 août 2014 – n°154**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

À votre bon thé, camarades ! Par Laurence Mauriaucourt

Après 1 336 jours de lutte, une victoire contre le capitalisme.

Vendredi 4, les ex-Fralib, qui ont lancé leur Scop-TI, ont une nouvelle fois fêté leur victoire face à Unilever, dans leur usine, en présence de tous leurs soutiens et d'un large public.

Qu'il est doux le cliquetis de la machine qui agrafe un sachet de thé. Qu'ils sont réconfortants, les effluves des tisanes. Vendredi, c'est en compagnie de plusieurs centaines de leurs soutiens que les Fralib, désormais à la tête de leur Scop-TI, faisaient visiter l'usine. Au programme de cette fête : théâtre, retransmission du match de Coupe du monde France-Allemagne et concerts avec les indéfectibles HK et les Saltimbanks, dont la chanson On lâche rien résonne ici comme jamais. À Gémenos, Météo France avait prévu des orages. Mais les drapeaux rouges ont eu raison de la vigilance orange. C'est sous le soleil que les ouvriers, qui ont fait plier Unilever, ont partagé leur fierté. Une pièce de théâtre montée par eux-mêmes a permis de retracer avec humour ces 1 336 jours de lutte. Elle dit tout, cette pièce, des tensions internes entre salariés prêts à accepter un chèque en échange du chômage, des moyens iniques mobilisés par Unilever et de la détermination des futurs coopérateurs soutenus par les structures de la CGT, quelques politiques de conviction et par une population aux encouragements si précieux. Les prises de parole, émouvantes et politiques, pour analyser cette « victoire contre le capitalisme », n'ont oublié personne. Ni le cabinet d'expertise Progexa, ni l'avocat Amin Ghénim, ni le fraternel délégué syndical CGC, Gérard Affagard, qui a bien mérité sa retraite, ni le journal l'Humanité.

Consommer responsable

Mais une autre aventure commence. Celle de la Scop, qui doit encore trouver de solides clients, et un directeur, car « nous voulons rester égaux, les soixante-dix qui ont mené le combat, tout en étant maîtres des décisions : un homme, une voix », indique un ex-salarié qui promet un thé de qualité naturelle, qui doit encore trouver sa marque. Tout comme les ex-Pilpa de Carcassonne, venus avec leur glace La Belle Aude, cherchent encore des points de vente (à bon entendeur...). Mais la balle est aussi dans le camp des consommateurs, a souligné Olivier Leberquier, secrétaire CGT Fralib. De même que personne n'oblige à consommer le chimique de Lipton ou de Pilpa, « personne ne vous oblige à passer aux caisses automatiques, à prendre des avions ou des navires low cost ».

Produire et consommer responsable, un enjeu partagé par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et Didier Le Reste, animateur du Front de gauche des luttes. « Cette victoire est le fruit d'une convergence entre syndicat CGT, politiques et milieux associatifs, c'est ce qui nous manque dans ce pays », a confié Didier Le Reste. « Notre lutte de classe victorieuse s'inscrit désormais dans le paysage social » : cela comptera, Gérard Cazorla, secrétaire CGT du comité d'entreprise de feu Fralib, en est persuadé.

Vidéo : Fralib : après 1336 jours de lutte, Scop-Ti c'est parti !
<https://www.youtube.com/watch?v=RQ-nMxflauU>

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2-3 **APPEL DU PCF
RECONSTRUIRE POUR LA France un
projet de gauche et d'alternative à
l'austérité !**

P4 **HALTE AU MASSACRE DU
PEUPLE PALESTINIEN** Faisons
respecter le droit international

P5 **Appel du Collectif National pour
une Paix Juste et Durable entre
Israéliens et Palestiniens**

P6 **Agenda** ; Huma Dimanche du 10
juillet ; Hollande 14 juillet : « Aucune
annonce, aucune vision, aucune
ambition » (Pierre Laurent) ; Baisse du
livret A: c'est bon pour la finance? ; A
voir sur l'internet

P7 **Palestine : cessez-le-feu immédiat !** ;
Conférence sociale : un stand de Ball-
Trap contre les droits des salariés
sponsorisé par le MEDEF ; Conférence
sociale: le gouvernement a tué dans
l'œuf toute tentative

P8 **Déclaration commune CGT/PCF, à
l'issue de la rencontre du 24 juin 2014**

P9 "Quand ce n'est pas la mort en
cours de voyage, c'est la traque perma-
nente" ; Nicolas Sarkozy "aime passion-
nément son pays", un peu moins sa jus-
tice ; Accident de Brétigny: le démantè-
lement des services publics tue ; La
Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !

P10 **Privatisation de Nexter et fusion
avec KMW : Valls et Le Drian bradent
les outils de l'indépendance nationale ;
L'attaque de Guaino contre le droit
syndical est une ignominie ;
Sénatoriales : Pourquoi le Parti
Socialiste fait le mort ?**

P11 **A la fac pour réussir, battons-
nous pour notre avenir**

P12 **Vers une interdiction du Parti
Communiste d'Ukraine ?**



Indifférence inhumaine face aux
attaques islamistes contre le Kurdistan
syrien ; Les jeunesses communistes
catalanes lancent le processus d'unité
des communistes : Aidons l'Huma !

RECONSTRUIRE POUR LA FRANCE

un projet de gauche et d'alternative à l'austérité !

Mois après mois, au nom de l'austérité et de remèdes qui ne font qu'enfoncer la France dans la crise, notre pouvoir d'achat est attaqué, nos emplois sont menacés, nos vies sont rendues plus précaires. Dans le même temps, à l'autre bout de la chaîne, pour les actionnaires et les grands patrons c'est l'aubaine permanente au nom de la compétitivité. Et pour quels résultats ? Toujours plus de chômage, toujours moins d'investissements utiles au pays. Dans ce marasme, seuls les privilèges des plus puissants sont préservés tandis que la masse de notre peuple est poussée dans la précarité.

Cette politique est une impasse. Elle affaiblit la France, elle désespère le pays. Elle trahit l'espoir de toutes celles et ceux qui ont voulu le changement à gauche en 2012. Mais elle n'est pas une fatalité. François Hollande et le carré des fidèles qui l'entourent encore portent une responsabilité immense. Le gouvernement se soumet à l'agenda du MEDEF, en reprenant à son compte les choix politiques qui livrent notre économie à la finance, qui creusent les inégalités, qui divisent au lieu de créer de la solidarité. C'est la cause du désastre.

Cette politique n'a jamais été souhaitée par notre peuple. Elle nous est imposée. La volonté populaire est bafouée. Le choix des Français en 2012 et les valeurs de gauche sont piétinés. Les media et les experts en tous genres, aux mains des forces de l'argent, nous font chaque jour la leçon pour nous faire oublier le sens des mots « Liberté, Égalité, Fraternité ». Ça suffit ! Nous sommes une grande majorité à refuser cela. Ensemble, nous pouvons reconstruire l'espoir. Nous refusons de voir nos vies, celles de nos enfants, l'avenir de la France, gâchés sur l'autel de la finance. Nous refusons de banaliser, de laisser ainsi confisquer nos valeurs, et de laisser faire les désastres programmés !

Nous savons que tant d'humiliations poussent certains à choisir le pire. Ils pensent sanctionner le système. Nous leur disons : attention, vous ne faites que le conforter, et avec lui les nantis qui en profitent. L'extrême droite n'a jamais fait peur au grand patronat. Elle est poussée par la droite la plus réactionnaire.

Pour un Front du peuple !

Nous appelons notre peuple à faire le choix du rassemblement pour un autre avenir pour la France.

Oui, une alternative à l'austérité et à la compétition généralisée est possible. Une alternative qui place comme priorités : la réponse aux besoins humains, la lutte contre les inégalités, l'efficacité sociale et écologique et une démocratie véritable. La France est riche et les moyens existent, les forces pour soutenir ce nouveau choix politique aussi.

- Il est urgent et possible d'en finir avec une société de l'hyper-concurrence, de libérer l'économie et le travail du poids du capital. Les salaires et l'emploi sont des richesses et non un coût. Les banques doivent financer la relance sociale et plus la finance.
- Il est urgent et possible de reconquérir notre industrie, de développer un nouveau modèle productif au service de l'emploi et de la transition écologique. L'État doit mobiliser tous les moyens pour cela.
- Il est urgent et possible de réaliser l'égalité des droits pour tous, développer les services de proximité, garants de cette égalité. Les services publics sont un atout qu'il faut développer et non affaiblir.
- Il est urgent et possible de redonner le pouvoir aux citoyens, de construire une république de la citoyenneté : la VI^e République. La casse de nos territoires doit cesser.
- Il est urgent et possible de rompre avec cette Europe du fric et de refonder un projet européen, de coopération et non de concurrence. La France doit se battre et non se plier devant Angela Merkel et les États-Unis.

Les communistes lancent un appel à toutes celles et tous ceux qui refusent l'impasse et l'injustice de la politique actuellement menée, qui ne veulent pas du retour de la droite, encore moins de l'extrême droite ; qui aspirent à sortir de l'austérité et construire un projet de gauche d'alternative aux choix du gouvernement Hollande/Valls.

Les forces politiques, sociales et citoyennes existent pour soutenir un tel projet. Il y a le Front de gauche bien sûr, mais également toutes celles aujourd'hui encore trop éparpillées mais nombreuses dans notre pays et dans toute la gauche. Ensemble, convergeons pour construire des solutions de gauche. Et vite ! C'est maintenant que la France et notre peuple en ont besoin !

À toutes et tous, nous disons : « Ouvrons le dialogue, le chantier commun de la construction de ce projet ». Et agissons ensemble sans tarder. Il est temps, grand temps que se lève un Front populaire, un Front large, un Front du peuple.

Partout, entrons en dialogue, mettons-nous au travail, en action sous toutes les formes possibles, dans tout le pays, à tous les niveaux, pour décider la politique de gauche que nous voulons faire gagner maintenant et en 2017. Le temps est venu de ce grand rassemblement.

Ensemble, faisons du changement et du progrès partagé, non pas un simple slogan, mais une force irrésistible !



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN

Faisons respecter le droit international

La disparition et l'assassinat sauvage de 3 jeunes des colonies israéliennes en juin a donné lieu à un déferlement de violences de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens de Jérusalem-Est, Cisjordanie et Gaza. Le gouvernement de Netanyahu a appelé à un déchaînement de haine ce qui a encouragé les assassins du jeune Mohamad Abou Kheir, enlevé, torturé et brûlé vif à Jérusalem-Est par des fanatiques. Le premier ministre israélien a déclenché l'opération « barrière de protection » qui est une véritable action punitive contre tout le peuple palestinien. Prétendant combattre le Hamas auquel il fournit un prétexte pour verser dans la violence, Israël mène en réalité la guerre au peuple palestinien tout entier. Le but réel du gouvernement israélien est de briser l'unité palestinienne retrouvée.

La punition collective est considérée par le droit international comme crime de guerre.

La violence de l'armée israélienne a causé en 3 jours dans un déluge de bombardements des destructions massives de maisons et bâtiments publics et provoqué la mort en date du 10 juillet d'au moins 85 morts palestiniens, dont 25 enfants, 14 femmes et 12 personnes âgées en trois jours, plus de 700 blessés, et des centaines d'arrestations parmi lesquelles celles de parlementaires palestiniens. Israël menace maintenant d'une intervention terrestre – la communauté internationale se doit de s'opposer à cette entreprise de destruction ! Et user de tout son pouvoir pour assurer la protection des populations palestiniennes.

Les déclarations du président François Hollande qui, dans un communiqué du 10 juillet, « a exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquette en provenance de Gaza » sans un seul mot pour les victimes palestiniennes sont proprement inacceptables. Ce parti pris abandonne, au mépris des engagements français, les Palestiniens à leur sort.

Le PCF appelle le gouvernement français et l'Union européenne à prendre toutes leurs responsabilités et à cesser toute coopération avec Israël tant que le droit international sera bafoué et que les bombardements et la colonisation israélienne se poursuivront. Sans condamnation, ni sanctions, il n'y a pas de chemin vers la paix possible.

La France doit maintenant reconnaître officiellement l'État palestinien et peser de toutes ses forces pour la suspension des accords d'association de l'UE et d'Israël. La communauté internationale a une dette envers le peuple palestinien, elle doit aussi soutenir le camp de la paix et du dialogue en Israël.

Les solutions sont connues, elles ont formulées et approuvées par les instances internationales depuis longtemps, il faut maintenant la volonté politique d'y parvenir.

La voix rassemblée et mobilisée de toutes celles et tous ceux qui en France et dans le monde se battent pour les droits humains et la dignité, pour les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la paix, cette voix doit se faire entendre et contraindre nos gouvernements et l'ONU à en finir avec une attitude qui confère au gouvernement israélien une totale impunité au mépris du droit et des conventions internationales.

La France doit agir pour que l'ONU organise une conférence mondiale multilatérale pour la paix juste et durable, et la sécurité au Proche-Orient avec pour objectif le respect des résolutions de l'ONU, la coexistence pacifique de deux États dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinien, et une juste solution pour les réfugiés en application de la résolution 194 des Nations unies – c'est l'urgence, c'est notre responsabilité.



Appel du Collectif National

pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens

Le bombardement intensif de Gaza depuis 3 jours, avec plus de 500 bombardements, a causé la mort de plus de 50 Palestiniens, blessé près de 500 autres et détruit plus de 60 habitations.

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste.

Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à « dénoncer l'engrenage de la violence », sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à « la retenue ».

L'Union européenne disposerait d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international.

Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité, une délégation du Collectif National s'est rendue vendredi 11 juillet au Ministère des Affaires étrangères.

- Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza
- Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem
- Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza
- Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international
- Pour le soutien au gouvernement palestinien d'entente nationale

*Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5^e arr (CJPP5) - Droit-Solidarité – Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix – les Alternatifs - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

CNPJDPI Secrétariat <secretariatcollectif@yahoo.fr>

<https://www.facebook.com/pages/Collectif-National-Paix-Juste-Durable-Palestine/342194619262267?fref=ts>

Agenda

Mardi 15 juillet 22h10 sur ARTE Un documentaire passionnant
Vol spécial. Étrangers en voie d'expulsion. Fernand Melgar a pu filmer pendant neuf mois le quotidien d'un centre de rétention, à Frambois en Suisse. Il dévoile les conditions de détention et d'expulsion inhumaines que subissent les sans-papiers. Un réquisitoire implacable contre une politique migratoire de plus en plus absurde et indigne. Le film sera suivi de Le monde est comme ça « Vol spécial » - que sont-ils devenus ? Un an après, Fernand Melgar retrouve les expulsés dans leurs pays d'origine pour faire le point sur leur situation actuelle, souvent désespérée. Rediffusion **jeudi 17 juillet 8h55**

Mercredi 16 juillet Nouveaux rassemblements dans le cadre de la prochaine journée nationale de mobilisation et de protestation contre l'agression israélienne à Gaza

18h devant la préfecture d'Annecy

18h30 Chambéry devant la statue de la Sasson

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles: visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échangeons sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Mercredi 16 juillet 20h30 Alterlocal Écoute collective d'un portrait de Rina Nissim

Jeudi 17 Juillet 19h Alterlocal film sur l'éducation sans violence
Projection de "L'éducation sans violence", suivie d'un débat et échange d'expériences autour de l'éducation des enfants

Jeudi 31 Juillet 20h Alterlocal Projection du documentaire "La Guerre des Graines" avec les Incroyables Comestibles

Hollande 14 juillet : « Aucune annonce, aucune vision, aucune ambition » (Pierre Laurent)

Laborieux et incapable d'obtenir le moindre résultat sur l'emploi et la croissance, Le président de la République dans sa traditionnelle interview du 14 juillet propose de ne rien changer pour les trois prochaines années en déroulant fidèlement le fil que lui dicte le MEDEF avec son pacte de responsabilité.

S'il reconnaît une erreur sur sa promesse d'inverser la courbe du chômage, c'est celle d'avoir communiqué dessus...

Contre toute réalité, il propose de continuer la même politique qui enfonce chaque jour de plus en plus nos concitoyens dans les difficultés.

Sur les réformes de société, le propos présidentiel est du même acabit. Le droit de vote des étrangers est une nouvelle fois repoussé à 2016. Quant à la situation en Palestine, face à l'horreur des bombardements de civils, François Hollande fait le service minimum. Il évacue la responsabilité d'Israël qui agit en toute impunité et ne prend aucune initiative pour que la France joue son rôle pour faire cesser le carnage. Ce qu'elle a su faire pourtant par le passé.

Aucune annonce, aucune vision, aucune ambition : voilà pour résumer l'essentiel du propos présidentiel en ce 14 juillet si ce n'est de se revoir l'an prochain, à la même heure et au même endroit.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Baisse du livret A: c'est bon pour la finance?

M. Sapin, le ministre « ami de la finance », a décidé de ramener de 1,25 % à 1 %, nouveau plus bas historique, le taux d'intérêt du livret « A », produit d'épargne le plus populaire en France.

Certes, c'est moins bas que ce que préconisait le gouverneur de la Banque de France (0,75%). Et il est vrai que, à 1 %, le taux servi demeure supérieur à l'augmentation en rythme annuel de l'indice des prix hors tabac, tombé à 0,3 % en juin.

Cependant cette faible inflation exprime, surtout, la déficience de l'activité économique due au chômage, aux salaires et traitements insuffisants, à la politique d'austérité aggravée. Nombre d'observateurs parlent désormais d'un risque de déflation, le pire mal que puisse connaître l'économie.

Et le calcul expressément fait par l'Élysée et Matignon de tenter de soutenir un peu la demande intérieure, si atone, par une moindre épargne des ménages, au lieu d'une sortie de l'austérité, risque d'accentuer le climat d'insécurité sociale pour nombre de familles aux revenus modestes et moyens, sans du tout relancer la consommation, le logement et la croissance.

Surtout, cette décision rend relativement plus rémunérateurs encore les placements sur le marché financier. Le risque existe alors que, au lieu de favoriser une reprise du secteur de la construction, frappé de marasme du fait, notamment, du refus de relancer le logement social, la baisse du taux du livret « A » suscite, de la part des détenteurs les plus aisés, leur report vers les actions et obligations. Est-ce cela que M. Sapin appelle « la bonne finance » ?

A voir sur l'internet

Pierre Laurent sur LCI le 8 juillet 2014

http://www.dailymotion.com/video/x215rfw_pierre-laurent-sur-lci-le-8-juillet-2014_news

Fête du château Nice 2014 - Discours de Marie-George Buffet
http://www.dailymotion.com/video/x20m19i_fete-du-chateau-a-nice-2014-discours-de-marie-george-buffet_webcam

Pierre Laurent invité de la preuve par 3
http://www.dailymotion.com/video/x206qxs_invite-pierre-laurent-preuves-par-3_news

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkdK66>



Palestine : cessez-le-feu immédiat!

Le bilan de l'opération « barrière de protection », véritable punition collective contre le peuple palestinien lancée par Israël dans le but avoué de mettre fin à l'unité palestinienne retrouvée a causé en 3 jours dans un déluge de bombardements la mort d'au moins 85 morts palestiniens, dont 2 enfants, 14 femmes et 12 personnes âgées en trois jours, et plus de 500 blessés. Au prétexte de combattre le Hamas auquel il fournit un prétexte pour verser dans la violence, Israël mène en réalité la guerre au peuple palestinien – la communauté internationale se doit de s'opposer à cette entreprise de chaos.

Une réunion d'urgence de l'ONU, demandée par l'Autorité palestinienne, a lieu ce 10 juillet : pour le PCF, la responsabilité de la France est que cette réunion débouche absolument sur un cessez-le-feu immédiat, la condamnation des actes de guerre illégaux commis par Israël, et la convocation urgente d'une réunion multilatérale pour créer les conditions d'une sortie de crise. Le Conseil de sécurité a le devoir d'assurer la protection et la sécurité de la population palestinienne.

La France doit jouer un rôle positif pour la désescalade de la violence et pour la paix.

De ce point de vue, les déclarations partiales du président François Hollande qui, dans un communiqué, "a exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquette en provenance de Gaza" sans un seul mot pour les victimes palestiniennes ne sont pas acceptables abandonnant, au mépris des engagements français, les Palestiniens à leur sort.

Les États-Unis, qui pour leur part sont sortis de leur silence pour appeler le gouvernement de Netanyahu à plus de « retenue » font à leur tour preuve de lâcheté politique quand il s'agirait de mettre tout en œuvre sur le plan politique pour mettre un terme aux violences.

Le PCF appelle le gouvernement français et l'Union européenne à prendre toutes leurs responsabilités et à cesser toute coopération et les accords d'association avec Israël tant que le droit international ne sera pas respecté, que les bombardements et la colonisation se poursuivront.

Sans condamnation, ni sanctions il n'y a pas de chemin vers la paix possible.

Le PCF participera demain à une délégation au ministère des affaires étrangères du Collectif national pour une paix Juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, dont il est membre, pour obtenir une réelle initiative de paix de la part de la France, et appelle au rassemblement devant le ministère des Affaires étrangères - métro Invalides

vendredi 11 juillet à 16 heures
et partout en France
Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza
Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem
Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza
Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international
Pour le soutien au gouvernement d'entente nationale

Parti Communiste Français,

Paris le 10 juillet 2014

Conférence sociale : un stand de Ball-Trap contre les droits des salariés sponsorisé par le MEDEF

5 millions de chômeurs, 10 millions de pauvres, 87% des embauches se faisant sous statut de CDD... Voici le lourd climat dans lequel se tient la 3ème conférence sociale du quinquennat de François Hollande. Malgré cette situation gravissime dont les premières victimes sont les chômeurs et les salariés, le dialogue social est une nouvelle fois violenté. La décision du Premier ministre sur le compte pénibilité, sous l'injonction du président du MEDEF, Pierre Gattaz, est inacceptable. Elle en dit long sur Manuel Valls, ses méthodes et sa conception du dialogue social.

Cette pseudo concertation a tout d'un piège pour préparer de nouvelles concessions à l'appétit insatiable du MEDEF qui lorgne ouvertement sur la fin des seuils sociaux et la mise en pièce du code du travail. Un piège qu'une partie des syndicats de salariés a mis à jour en annonçant le boycott de la deuxième journée du sommet social.

Démocratie parlementaire attaquée par les menaces et les rappels à l'ordre, démocratie locale méprisée avec la réforme territoriale, le gouvernement n'aime pas davantage la démocratie sociale. Cette 3^e conférence prend les allures d'un stand de Ball-trap sponsorisé par le MEDEF ou les cibles sont les droits sociaux des salariés.

Le gouvernement invite. Gattaz savourera l'entrée, le plat et les desserts. Le pays payera la facture.

Conférence sociale: le gouvernement a tué dans l'œuf toute tentative

Avant même ses conclusions, la 3ème conférence sociale est d'ores et déjà un terrible échec pour François Hollande, Manuel Valls et leur gouvernement. Ils en portent la pleine responsabilité car on ne peut impunément avoir autant de mépris et de brutalité pour les syndicats d'un côté, et de l'autre, autant d'attention et de douceur pour le patronat.

Le gouvernement a tué dans l'œuf toute tentative de démocratie sociale, pipant totalement les dés en alignant les discussions sur les exigences du Medef. Ces conférences sociales censées être le socle d'un « compromis historique » entre le monde du travail et le patronat n'ont été que la justification médiatique d'une succession de régressions sociales pour les salariés, de l'ANI aux seuils sociaux, en passant par les retraites.

Aujourd'hui tout est à reprendre, la méthode comme le fond. L'agenda du Medef ne peut être celui d'un gouvernement de gauche. C'est autour des questions de démocratie, de la cité à l'entreprise, et de droits des salariés que le dialogue social doit être maintenant repensé. La gauche doit rapidement se reconstruire autour d'un projet de progrès social dont l'intérêt général serait le garant et le moteur.



A lire

L'Humaniste
du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



Déclaration commune CGT/PCF, à l'issue de la rencontre du 24 juin 2014

A l'invitation du PCF, une délégation de la CGT, conduite par Thierry Lepaon a rencontré une délégation du PCF, conduite par Pierre Laurent.

Les deux délégations ont échangé sur la situation sociale, économique et environnementale.

Les orientations politiques prises en France et en Europe placent le monde du travail dans une situation extrêmement dégradée. Les salariés expriment des préoccupations majeures : l'augmentation des salaires, la création d'emplois, l'accès à une protection sociale de haut niveau et aux services publics, l'amélioration de leur cadre de vie. Ce sont des enjeux prioritaires, auxquels le champ politique pour sa part, et le syndicalisme à la place qui est la sienne, doivent apporter des réponses.

Les deux délégations ont constaté que les peuples des différents pays européens, par-delà leurs spécificités, se trouvent confrontés aux mêmes injonctions économiques et aux mêmes conséquences sociales sur leur vie. Le chômage massif touche presque tous les pays et en progressent. Le recul des services publics, de l'action publique, quelle qu'en soit la forme, et des capacités industrielles est un handicap majeur pour répondre aux besoins sociaux et sortir de la crise. En France, le pacte de responsabilité, le plan de 50 milliards de coupes budgétaires et la réforme territoriale envisagée, mis en œuvre sous la pression du Medef et de la commission européenne, engagent plus encore le pays dans l'impasse économique, sociale et démocratique.

Le manque actuel de perspectives pour les salariés constitue le principal facteur de progression des partis et mouvements d'extrême droite dans tous les pays d'Europe. C'est une menace très sérieuse pour la démocratie, comme pour les chances d'une relance économique en faveur du monde du travail.

En ce sens la proposition travaillée par le syndicalisme européen d'une relance de l'investissement au niveau européen et d'une construction européenne sur la base de priorités sociales constitue une réelle alternative, dont les salariés doivent s'emparer.

Un changement de cap politique en France et en Europe est indispensable. Il est possible en s'attaquant aux coûts du capital et en investissant dans la réponse aux besoins sociaux, industriels et écologiques. Un nouveau mode de développement productif et social est nécessaire qui mette au centre de ses priorités la revalorisation des salaires et des qualifications, la lutte contre le chômage et la création d'emplois, le financement solidaire de la protection sociale, la reconquête industrielle, la justice fiscale et une nouvelle efficacité de l'impôt, la démocratie sociale.

La CGT a fait part de son analyse concernant l'état du rapport des forces en France entre le monde du travail d'une part, celui des actionnaires et du patronat d'autre part.

Plutôt que d'affronter le monde de la finance comme le candidat Hollande s'y était engagé, le gouvernement ne cesse de répondre positivement aux exigences du patronat de baisser ce qu'il appelle le coût du travail. Les accords interprofessionnels et les lois portant sur la situation au travail des salariés se succèdent et affaiblissent les droits des salariés et la démocratie sociale. Cette bienveillance gouvernementale à l'égard du patronat ne permet pas de mobiliser les leviers économiques pertinents pour sortir de la crise, notamment la relance par la consommation, par l'investissement industriel, et par la mobilisation des ressources financières au service du développement social.

La CGT a rappelé sa position concernant sa contribution à la transformation sociale.

La situation économique, sociale et environnementale provoque des attentes fortes de la part des salariés quant à leurs conditions de travail, au contenu de leur travail, à sa reconnaissance et sa valorisation, à leurs droits sociaux.

Elle nécessite une implication citoyenne sur le terrain politique et une intervention massive des salariés dans leur rapport au travail et face au patronat, au niveau de leur entreprise, au niveau interprofessionnel comme au niveau européen.

Parce que le travail est créateur de richesses et d'émancipation humaine, la CGT considère qu'il faut transformer le travail pour transformer la société dans un objectif de développement humain durable. Elle a pour ambition d'être utile aux salariés pour qu'ils puissent intervenir et agir dans leur quotidien de travail.

L'efficacité et la crédibilité du syndicalisme résident dans sa capacité à mettre les salariés en mouvement pour gagner des droits concrets et immédiats et pour construire une sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie. Dans un rapport de proximité avec les salariés, c'est par la contestation, la proposition, la mobilisation et la négociation que la CGT agit avec eux. Cette démarche correspond à sa fonction revendicative.

La multiplication des conflits sociaux porteurs d'exigences sociales légitimes, cohabite avec une tentation de repli sur le syndicalisme est préjudiciable à notre vivre ensemble, elle affaiblit la capacité des salariés à agir pour défendre leurs intérêts et faire prévaloir des propositions de progrès social pour tous.

La responsabilité du syndicalisme aujourd'hui est de rassembler les salariés dans toute leur diversité d'opinion, de catégorie et de statut.

La démarche de la CGT pour un syndicalisme rassemblé est un enjeu essentiel pour construire le rapport de force nécessaire en faveur des salariés. Il se fait sans exclusive et vise l'intervention la plus large des salariés pour défendre leurs intérêts individuels et collectifs.

C'est le sens que la CGT a donné à sa stratégie lors de son dernier congrès : être utile, accessible et solidaire.

C'est pour cela qu'elle réaffirme, conformément à ses statuts, la nécessité de l'indépendance et de l'autonomie de la démarche syndicale, du respect de la diversité d'opinions politiques, philosophiques et religieuses des syndiqués.

Le dialogue et l'échange entre le syndicalisme et le monde associatif, politique, intellectuel sont nécessaires pour nourrir un nouveau projet social, dans le respect des prérogatives et des responsabilités des uns et des autres.

Pour le PCF, la gravité de la situation sociale et politique du pays appelle une intervention citoyenne et populaire démultipliée pour faire émerger un projet solidaire et démocratique, pour la France. Rien ne sera possible sans l'engagement des salariés et plus largement de tous les citoyens, alors que tout est fait pour bâillonner la démocratie dans la vie de la cité comme dans celle de l'entreprise, et organiser le recul du pouvoir de ceux-ci sur les grandes décisions qui concernent l'avenir de notre pays.

Le PCF entend renforcer son investissement dans le soutien aux luttes sociales, en France et en Europe, pour des solutions alternatives de progrès.

Face à l'affaiblissement politique et démocratique, aux risques de marginalisation durable de toute perspective progressiste, il entend travailler à la construction d'un projet politique de gauche pour le pays qui donne la priorité à la promotion d'un nouveau modèle de développement répondant aux besoins sociaux, écologiques et industriels.

Il souhaite agir dans cet esprit au rassemblement de toutes celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans les impasses politiques actuelles et veulent des choix solidaires pour un autre avenir pour la France. Il est disponible pour sa part au dialogue, à l'échange et l'action constructifs entre toutes les forces politiques, sociales et citoyennes qui le souhaitent, dans le respect de l'indépendance, des prérogatives et des responsabilités propres à chacune d'entre elles.

Paris, le 24 juin 2014

Pour la CGT : composition de la délégation conduite par Thierry Lepaon, secrétaire général, Éric Lafont, Agnès Le Bot, Marie-Laurence Bertrand, Mohamed Oussedik.

Pour le PCF : composition de la délégation conduite par Pierre Laurent, secrétaire national, Jean Charles Nègre, Isabelle De Almeida, Igor Zamichiei.

"Quand ce n'est pas la mort en cours de voyage, c'est la traque permanente"

Quand ce n'est pas la mort en cours de voyage, c'est la traque permanente pour retour à la case départ en dépit de la liberté de circulation garantie par la Déclaration Universelle des Droits de l'homme

Mardi 1er Juillet 2014 : la traversée de la méditerranée s'est terminée de façon horrible pour 45 migrants morts étouffés dans la chambre frigorifique d'une embarcation qui contenait 600 africains fuyant l'extrême pauvreté et les guerres.

Mercredi 2 Juillet 2014 : au petit matin, les forces de police, à Calais, ont bloqué les sorties du centre de distribution de repas de la zone portuaire dans lequel vivaient des exilés de pays en guerre comme l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan ou le Soudan : campements détruits et 320 migrants arrêtés et conduits en centre de rétention pour la plupart dans le but de les expulser dans leurs pays d'origine.

Dans le même temps la police a averti les exilés présents sur Paris qu'elle va procéder de la même manière dans la capitale. Ces derniers vivent désormais dans la peur et cherchent à se cacher, ce qui va les éloigner des dispositifs humanitaires et créer des nuisances dans certains quartiers parisiens.

Combien faudra-t-il de drames, d'arrestations pour que l'Europe, la France mettent fin à ces politiques migratoires qui portent atteinte aux droits humains les plus élémentaires alors que le courage politique serait d'affirmer que le repli sur soi ne mène à rien et que l'Europe a besoin d'immigration ? Comment faut-il dire que le contrôle de l'immigration est une mesure illusoire et démagogique ?

Au-delà des mesures humanitaires d'urgence, le PCF demande au Gouvernement de :

- surseoir à toute expulsion collective interdite par la Convention Européenne des droits de l'homme et de libérer les exilés qui ne présentent aucun danger pour la France
- prendre en charge les migrants fuyant les zones de conflit
- accorder la liberté de circulation pour permettre aux exilés de déposer leur demande d'asile dans le pays de leur choix

Nicolas Sarkozy "aime passionnément son pays", un peu moins sa justice

Des agapes au Fouquet's à sa garde à vue dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire, l'odeur de l'argent puis des affaires place aujourd'hui l'ancien président de la République au cœur d'une instruction judiciaire qui doit aller jusqu'à son terme dans le respect de l'indépendance de la Justice.

Présumé innocent, Nicolas Sarkozy obtient, dans la foulée de sa mise en examen, notamment pour corruption et trafic d'influence actif, rien de moins qu'une invitation au 20H de TF1.

Il n'aura fourni aucune explication, strictement rien, alors que les charges retenues sont particulièrement graves. "instrumentalisation politique de la justice", "chef d'accusation grotesque", "petite minorité militante" en parlant des magistrats en charge du dossier, Sarkozy a enfilé de très gros sabots. Évitant les questions judiciaires, il était surtout venu parler à l'électorat de droite.

N. Sarkozy aime "passionnément son pays"...un peu moins sa justice qui doit poursuivre son travail sans pression ni menace. Ce qui ne fut pas le cas ce soir.

Olivier Dartigolles porte parole du PCF

Accident de Brétigny: le démantèlement des services publics tue

L'expertise de l'accident ferroviaire de Brétigny-sur-Orge, qui causa la mort de 7 personnes, souligne "l'état de délabrement jamais vu ailleurs" du réseau, ainsi que la mauvaise gestion de la maintenance des rails. Ce n'est pas une surprise pour ceux qui suivent ce dossier de près. Depuis des années, la CGT tente d'alerter quant à l'usure et au délabrement du réseau. En vain.

Comment garantir la sécurité des voyageurs alors que le service public du rail est en plein démantèlement, et que la mise en concurrence menace à l'horizon? Sous l'impulsion de Guillaume Pépy, la SNCF n'a pas cessé de réduire ses investissements de maintenance tout en exigeant davantage d'efforts de la part de ses salariés, voire en sous-traitant des activités essentielles, comme le remplacement des rails, à des intervenants privés et sous-qualifiés. De son côté, l'État s'est de plus en plus désengagé, réduisant continuellement le montant de ses dotations.

Si l'on cherche des responsabilités dans cet accident, il faut avant tout admettre qu'il aurait pu être évité si les mises en garde des cheminots avaient été entendues -mais la course à la rentabilité l'a emporté, et la SNCF a préféré investir dans le transport routier ou en acquérant des parts de capital d'entreprises étrangères.

Le démantèlement des services publics tue. En 2000, suite à un accident ayant coûté la vie à quatre personnes, le Royaume-Uni avait décidé de revenir sur la privatisation du rail, comprenant que les exploitants privés du réseau ferroviaire n'étaient pas à même de garantir la sécurité des voyageurs.

La mise en concurrence, le démantèlement ou encore la remise en cause du statut de cheminot sont autant de menaces pour la sécurité et l'efficacité de notre système de transport et pour les Français.

Nous ne devons pas attendre un nouvel accident mortel avant de comprendre qu'un grand service public ferroviaire est indispensable. Il doit être garanti, conserver le monopole du rail, et soutenir l'investissement que nécessite le réseau ferré français, qui doit demeurer l'un des meilleurs au monde.

La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !



Rendez-vous le 12, 13, 14 septembre 2014 au Parc départemental Georges Vallon à la Courneuve. Avec Bernard Lavilliers, Massive Attack, Scorpions, IAM, Alfa Blondy, Temples, les Ogres de Barback, Ayo, Puggy... Un lieu unique de fête, de musique, de culture, de politique, de convivialité et de rencontres... venez à la Fête de l'Humanité vivre des moments inoubliables.

Achetez déjà vos billets : > BILLETTERIE <

<https://fetehumanite2.fnacspectacles.com/recherche/rechercheRapide.do?search=fete+de+1%27humanite>

Suivez l'actualité de la Fête sur la page Facebook

<https://www.facebook.com/FetedelHumanite>

Privatisation de Nexter et fusion avec KMW : Valls et Le Drian bradent les outils de l'indépendance nationale

Le gouvernement, en catimini, vient de décider de fusionner l'entreprise nationale d'armement terrestre Nexter avec l'entreprise privée allemande KMW. Cette opération implique de privatiser Nexter, héritière des arsenaux nationaux dont l'origine remonte à 1373. La nouvelle entreprise sera de droit hollandais pour des raisons d'optimisation fiscale (sic). Elle n'aura qu'un but : l'exportation d'armes dans le cadre des objectifs politiques de l'OTAN. Les armements de cette nouvelle firme ne seront plus conçus pour répondre aux besoins spécifiques de la défense de notre pays, mais avant tout pour « coller » à la demande du marché mondial de l'armement afin de gonfler les dividendes des actionnaires.

Le gouvernement français épouse ainsi la thèse de l'OMC et de la Commission européenne qui entendent faire des armes des marchandises comme les autres. Comme Nexter et KMW sont concurrents sur nombre de productions comme par exemple le VBCI et le Boxer, cette fusion se traduira donc à terme par de nombreuses suppressions d'emplois. Des milliers de brevets développés grâce à l'argent du contribuable vont être livrés pour une bouchée de pain au capital privé, tout cela pour trouver de l'argent pour payer la dette publique.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que le PCF s'oppose à cette fusion-privatisation qui brade à des intérêts privés des outils d'indépendance nationale qui ont été financés par des siècles d'impôts des citoyens français. Le PCF considère que l'industrie d'armement dans notre pays doit être de propriété publique, elle ne doit pas générer de profits et elle doit répondre exclusivement aux besoins de défense de la nation. Les éventuelles exportations doivent strictement répondre aux choix de politique étrangère de notre pays et cela sous contrôle parlementaire.

Face à la baisse des budgets de la Défense en Europe, un autre choix est possible pour que la France ait les moyens d'assurer en matière de conception et de production d'armement terrestre sa défense nationale. Il s'agit de constituer un pôle public d'armement terrestre autour de Nexter, Renault Trucks, Thalès et Sagem-Safran. Celui-ci pourrait au cas par cas, en tout en garantissant l'indépendance de notre pays, coopérer avec d'autres acteurs industriels européens dans le cadre de « Groupement d'intérêt économique » comme c'était le cas avec Airbus avant la naissance d'EADS. Ce pôle public serait un outil pour permettre de construire une diversification et une reconversion de ces outils industriels de hautes technologies vers des activités civiles au fur et à mesure des progrès des politiques de désarmement multilatéral.

L'attaque de Guaino contre le droit syndical est une ignominie

Dans la droite ligne défendue par Nicolas Sarkozy, Henri Guaino s'en prend aux juges, cette-fois-ci en s'attaquant à la liberté syndicale des magistrats qui priverait l'ancien Président d'un jugement impartial. Henri Guaino a même été plus loin en déclarant que "le système judiciaire français est pourri par le syndicalisme, qui est devenu l'un de ses plus grands maux", avant de conclure qu'il fallait supprimer le syndicalisme dans la magistrature.

Cette attaque contre le droit syndical est une ignominie. Un juge quelle que soit son appartenance syndicale, est avant tout un juge. Comme tout magistrat, il respecte les règles de procédure qui garantissent à chacun l'égalité face à la Justice.

Le PCF condamne ces propos anti-républicains qui attaquent violemment la liberté syndicale, constitutionnellement reconnue et qui permet à la démocratie de s'exercer dans les relations de travail.

Sénatoriales : Pourquoi le Parti Socialiste fait le mort?

Suite aux résultats des municipales, la majorité du Sénat risque de passer à droite au lendemain des sénatoriales de septembre. Pour la première fois depuis 1945, le Sénat pourrait compter en son sein des sénateurs d'extrême-droite !

Comment expliquer le silence de la direction nationale du Parti Socialiste vis à vis de plusieurs forces de gauche dont le PCF sur la possibilité dans plusieurs départements de réélire un sénateur de gauche ou d'en gagner un du fait de la proportionnelle.

Il n'est pas pensable que le Parti Socialiste préfère un Sénat avec une majorité de droite plutôt qu'une majorité de gauche, certes insoumise à des réformes gouvernementales.

Bien évidemment, un accord sur tout le territoire national est rendu extrêmement difficile en raison des divergences profondes au sein des forces de gauche. Le PCF n'en fait pas la demande: il demeure en revanche disponible pour examiner certaines situations départementales qui, selon le mode de scrutin (majoritaire ou nouvellement proportionnel dans 17 départements) permettraient de battre la droite.

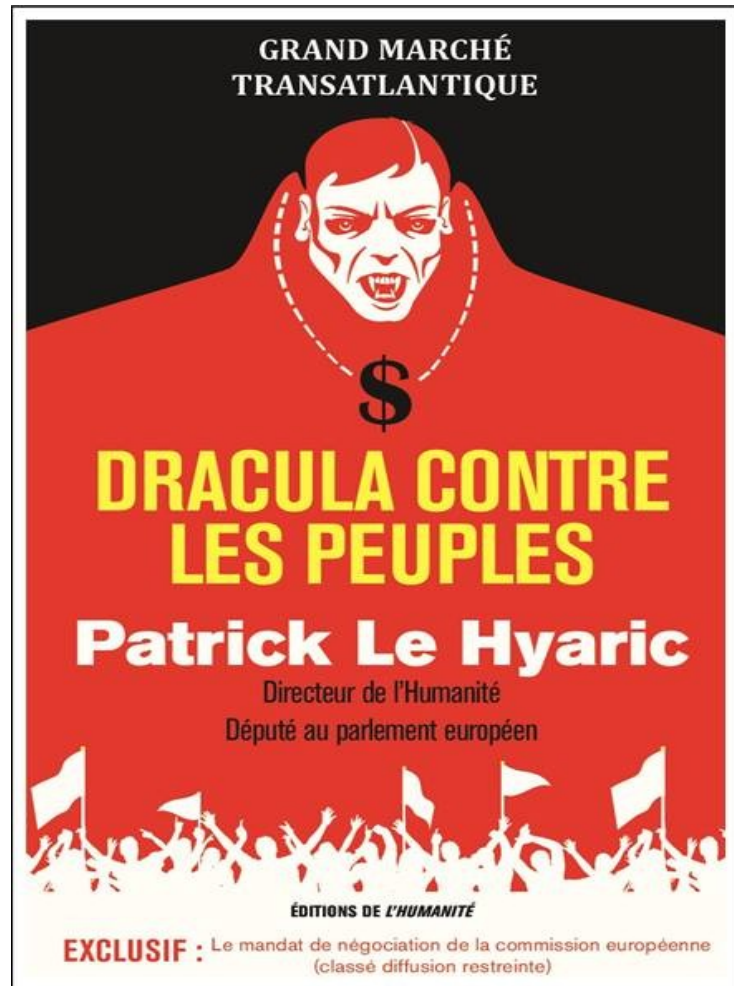
Des accords départementaux sont encore possibles dans le respect mutuel et sans rien retrancher de nos différences et de nos divergences sur l'avenir de notre pays, sur des réformes gouvernementales et particulièrement celles des collectivités territoriales.

L'apport des cinq sénateurs et sénatrices du groupe CRC renouvelables est décisif dans l'objectif du maintien d'une majorité de gauche. Comment ne pas y voir un atout contre l'élection d'un(e) président(e) de droite et pour l'élection d'un(e) président(e) de gauche au Sénat ?

Le 28 septembre, le PCF entend offrir le moyen de s'exprimer, par leur vote, à des milliers de grands électeurs de gauche.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric «Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples» aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



A LA FAC POUR REUSSIR, BATTONS NOUS POUR NOTRE AVENIR

LA QUALITE DE NOS FORMATIONS EST EN BAISSSE :



120 M€ : baisse du budget de l'Enseignement Supérieur.



38 établissements en faillite ou en difficultés budgétaires.

DE PLUS EN PLUS D'ETUDIANTS EN ECHEC :



1 étudiant sur 2 échoue en première année.



33% de jeunes diplômés au chômage en plus.

AVEC L'UEC, 2 SOLUTIONS POUR REUSSIR NOTRE AVENIR :



Partout, des diplômes de qualité avec le **cadrage national**.



Plus de budgets pour nos formations et l'arrêt de l'austérité qui ferme des filières, facs et formations.

Des milliers d'étudiants ont lancé un appel : Nous voulons en finir avec la dégradation de nos formations et la dévalorisation de nos diplômes. Si nous étudions, c'est pour réussir nos études et notre insertion professionnelle. **Pour réussir ton avenir et construire une nouvelle politique de gauche, agissons ensemble.**



etudiants communistes



UEC_org

etudiants-communistes.org



Vers une interdiction du Parti Communiste d'Ukraine ?

Le ministère ukrainien de la Justice vient de lancer une procédure judiciaire en vue d'interdire le Parti Communiste d'Ukraine, selon les agences de presse.

Le ministère, par la voix du ministre de la Justice Pavel Petrenko, a ainsi chargé le Parquet général et le Service de sécurité nationale d'enquêter sur les activités du Parti communiste.

Le gouvernement en place à Kiev accuse en réalité le Parti communiste d'Ukraine et son dirigeant Petro Simonenko de soutenir les « séparatistes » dans l'Est de l'Ukraine pour discréditer le PCU et d'avoir favorisé l'annexion à la Russie de la Crimée.

Les communistes ukrainiens rappellent avoir toujours nié de telles accusations, affirmant au contraire qu'ils se sont prononcés dès le début de la crise ukrainienne pour l'intégrité du territoire, pour une consultation du peuple ukrainien sur le choix des alliances économiques, pour l'établissement d'un système fédéral afin d'empêcher tout séparatisme, y compris en Crimée.

Ce processus qui pourrait conduire la justice à se prononcer sur l'interdiction d'une des principales forces politiques en Ukraine représentée au parlement constitue un véritable déni de démocratie de la part des nouvelles autorités de Kiev.

Ce à l'heure où des combats meurtriers se déroulent dans l'Est du pays provoquant de nombreuses victimes et où des dizaines de milliers de citoyens doivent fuir les affrontements déclenchés par l'opération antiterroriste ordonnée par le président Porochenko.

Le PCF s'interroge sur les raisons d'une telle campagne contre le Parti Communiste d'Ukraine dont les militants et dirigeants sont par ailleurs victimes d'agressions intolérables de la part de l'extrême droite et ce alors que l'accord de libre échange avec l'UE n'a pas été soumis à une consultation démocratique du peuple ukrainien; l'OTAN, quant à elle, accroît sa pression sur les autorités du pays. Nous appelons la France et l'UE à mettre tout en œuvre pour interpellier d'urgence les autorités de Kiev afin qu'elles fassent respecter la démocratie dans ce pays et mettent fin à de tels comportements autoritaires et contraires aux principes de respect des libertés et droits démocratiques dont elles prétendent se réclamer.

Les communistes français apportent leur soutien au Parti communiste d'Ukraine, à ses militants et dirigeants dans leur combat pour une Ukraine libre, unie et démocratique.

Indifférence inhumaine face aux attaques islamistes contre le Kurdistan syrien

L'organisation terroriste islamiste EIIL, qui a décrété la création de son califat à cheval entre l'Irak et la Syrie, vient de lancer une offensive armée contre le Kurdistan syrien autonome.

S'appuyant sur le délitement de l'Irak et la saisie d'armes lourdes, ils s'en prennent aujourd'hui aux cantons kurdes de Syrie dans lesquels la population mène depuis des mois une lutte héroïque contre ces forces obscurantistes qui reçoivent le soutien de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar.

Les "occidentaux", dont les États-Unis et la France, portent une responsabilité immense dans ce délitement régional, dans la violence contre les populations civiles et dans la mansuétude à l'égard de la Turquie qui veut briser l'expérience démocratique de Rojava. Laissera-t-on se perpétrer un nouveau massacre d'ampleur à l'égard des populations kurdes ? Cette indifférence est indigne et inhumaine.

Le Parti Communiste Français exprime toute sa solidarité avec les Kurdes de Syrie. Il appelle le gouvernement français et l'Union européenne à peser de tout leur poids pour que cessent ces crimes.

Les jeunes communistes catalanes lancent le processus d'unité des communistes



Le 26 et 27 Juillet 2014, le congrès d'unité des jeunes communistes se tiendra à Barcelone. Cet événement marque le point de départ d'un processus politique qui s'achèvera par la fusion du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC-viu) et du Parti des communistes de Catalogne (PCC) - article et traduction Nico Maury

Le processus de convergence et d'unité des communistes a commencé il y a plusieurs mois, les organisations de jeunesse communistes de Catalogne sont pionnières de ce mouvement, elles affirment que l'idéal communiste est le stade le plus avancé.

Ce Congrès d'unification met en place les bases pour renforcer les bases revendicatives de tous les étudiants et les jeunes dans une organisation de jeunesse communiste en Catalogne qui défend les droits, la lutte des classes et la construction socialiste.

Ainsi les Joves comunistes (PSUC-viu) et les Collectius de Joves Comunistes (PCC) vont fusionner pour former une jeunesse communiste unifiée en Catalogne.

Le Collectif des Jeunes Communistes (CJC) prononce sa dissolution

L'organisation de jeunesse du Parti des Communistes de Catalogne (PCC), le Collectif des Jeunes Communistes (Collectius de Joves Comunistes) a décidé, le 5 Juillet 2014, de dissoudre l'organisation en faveur de la construction d'une nouvelle et unique organisation de jeunesse communiste en Catalogne.

31 années après leur création, les CJC décident de mettre fin à une division historique du mouvement communiste catalan, pour promouvoir un projet politique pour la jeunesse catalane.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>